

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 09/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**OMYA SAS**

6 rue Pierre Semard  
51240 Omev

Références : D3 i 2025-288  
Code AIOT : 0005701723

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement OMYA SAS implanté RUE SIMONE VEIL 51240 Omev. L'inspection a été annoncée le 31/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection, objet du présent rapport, se déroule dans le cadre du plan pluri-annuel de l'Inspection des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OMYA SAS
- RUE SIMONE VEIL 51240 Omev
- Code AIOT : 0005701723

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Omya exploite une usine de fabrication de charges minérales sur la commune de Omey. Elle est autorisée pour les rubriques ICPE 3110 et 2515-1, par l'arrêté initial d'autorisation du 20/06/1996

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a informé l'Inspection qu'un projet de remise en service de sa station physico-chimique de traitement des effluents était en cours et qu'un projet d'installation de presse à balles verticale était en réflexion. L'Inspection indique à l'exploitant qu'il doit déposer un porter-à-connaissance sur ses deux projets auprès de Monsieur le Préfet, avant leur mise en service.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Valeurs limites des flux de polluants rejetés	AP Complémentaire du 20/01/2020, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement	AP Complémentaire du 20/01/2020, article 9.2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 20/01/2020, article 9.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déc	AP Complémentaire du 20/01/2020, article 5.1.3	Sans objet
3	Efficacité énergétique	AP Complémentaire du 20/01/2020, article 7.4.2	Sans objet
6	Diagnostic de sol	AP Complémentaire du 20/01/2020, article 9.2.8	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'Inspection constate que l'ensemble des justificatifs n'ont pas été transmis à l'Inspection dans les délais convenus par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/01/2020. Il est donc attendu une transmission des ces éléments de la part de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Valeurs limites des flux de polluants rejetés

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/01/2020, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites des flux
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. Sous un an, l'exploitant réalise une évaluation de la nature et des flux des COV rejetés par son installation Omyalène. Les conclusions de cette étude sont transmises à l'inspection des installations classées dès réception. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les conclusions de cette étude et n'a pas connaissance de la réalisation d'une telle étude. Par ailleurs, l'exploitant indique qu'il réalise des mesures de ses rejets atmosphériques et notamment sur les paramètres COV totaux et COV non méthanique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection constate le non-respect de cette prescription. Sous 6 mois, l'exploitant doit transmettre les conclusions de l'étude d'évaluation de la nature et des flux des COV rejetés par l'installation Omyalène.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 2 : Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déc

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/01/2020, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. Sous un 2 ans, l'exploitant examine la faisabilité d'un recyclage des blancs d'omyalène.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection qui a eu lieu en 2020, l'exploitant avait indiqué qu'il avait mis en place la réintroduction des fines dans la boucle de production et qu'il était en réflexion pour les déchets de plus fort calibre. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique avoir modifié la recette de son produit Omyalène. La nouvelle recette est composée de polyéthylène et de carbonate de calcium, alors

<p>qu'auparavant elle comprenait également du polypropylène. Cette modification entraîne un changement physique sur le produit fini, qui est plus sec/friable. De ce fait, l'exploitant a augmenté son taux de déchets dit « fins » : passage de 1 à 9 bennes par jour de déchets avec la nouvelle recette. Suite à cela, des optimisations sur le process ont été réalisées permettant de descendre le volume de déchets de 9 à 3 bennes par jour. Ces bennes sont aujourd'hui éliminées en ISDND. L'exploitant est toujours en cours de réflexion pour réduire la part de déchets « fins » éliminés.</p> <p>Concernant les déchets de plus gros calibre, l'exploitant mène toujours des réflexions pour sa valorisation en externe. L'exploitant ne pourra pas réaliser de valorisation interne, car la réintroduction de ce type de déchets est difficile et le taux de cendre du produit fini serait trop élevé.</p> <p>L'Inspection note que l'exploitant mène toujours des réflexions pour optimiser le recyclage des blancs d'omyalène. Ce constat n'appelle pas de suite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Efficacité énergétique

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/01/2020, article 7.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Efficacité énergétique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Sous 2 ans, l'exploitant réalise une évaluation de la possibilité de valoriser la chaleur fatale en interne ou en externe (en vue de la baisse interne des besoins en énergie).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier électronique du 17/03/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection un rapport d'audit énergétique réalisé le 28/02/2023. Ce rapport indique la mise en place, en 2023, d'une boucle de récupération de la chaleur fatale en provenance du sécheur AEROFALL afin de pré-sécher le produit. De plus, l'exploitant explore d'autres pistes, comme l'optimisation de la chaleur fatale issue du sécheur NORIS2.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique à l'Inspection que la récupération de la chaleur fatale issue du sécheur NORIS2 est mis en place depuis début 2024. De plus, l'exploitant est en réflexion sur différents projets de récupération de la chaleur fatale.</p> <p>L'Inspection note que l'exploitant mène toujours des réflexions pour valoriser la chaleur fatale issue de ses installations. Ce constat n'appelle pas de suite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 4 : Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/01/2020, article 9.2.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures de retombées de poussières dans l'environnement au moyen de jauges OWEN depuis 1976 sont poursuivies. Les frais résultants sont à la charge de la société OMYA. Les résultats des mesures sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées. Le nombre et l'implantation de ces appareils peuvent être revus par l'inspection des installations classées.</p>

Les rapports de surveillance environnementale font apparaître une analyse des résultats de chaque campagne sous forme graphique et pour les 10 dernières années.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par transmission électronique du 17/03/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports de surveillance environnementale des 4 trimestres de l'année 2024.</p> <p>Néanmoins, les rapports ne font pas apparaître une analyse des résultats de chaque campagne sous forme graphique et pour les 10 dernières années.</p> <p>De plus, les résultats des mesures ne sont pas transmis trimestriellement.</p> <p>L'Inspection constate le non-respect de cette prescription.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 1 mois, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transmettre les rapports de la surveillance environnementale de 2020 à 2024 ;</li> <li>- transmettre les futurs rapports à l'Inspection, selon une fréquence trimestrielle ;</li> <li>- ajouter l'analyse des résultats de chaque campagne sous forme graphique et pour les 10 dernières années sur les rapports de la surveillance environnementale.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/01/2020, article 9.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sous 6 mois, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées ses propositions de suivi des eaux souterraines en précisant les caractéristiques techniques d'implantation des ouvrages de suivi et les paramètres à contrôler. Une surveillance semestrielle a raison d'un prélèvement en période de hautes eaux et d'un prélèvement en période de basses eaux, est mis en place dans les 6 mois suivants.</p> <p>Dans un délai de 4 ans après le premier contrôle, en l'absence d'impact, la surveillance peut être suspendue. Les piézomètres doivent être néanmoins maintenus en état et protégés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier électronique du 17/03/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection les rapports de la surveillance semestrielle des eaux souterraines de l'année 2021, 2022 et 2024.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique qu'il n'a pas réalisé les analyses en 2023, car le sous-traitant n'a pas mis à disposition de technicien.</p> <p>Les paramètres analysés sont le pH, la couleur, les MEST, la DBO5 et les HT. L'Inspection s'interroge sur la pertinence des paramètres analysés sur les eaux souterraines. L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si une concertation pour le choix des paramètres a été réalisée avec</p>

l'Inspection ou si une étude préalable a été menée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous 1 mois, l'exploitant doit justifier de la pertinence des paramètres sélectionnés pour sa surveillance des eaux souterraines.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Diagnostic de sol**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/01/2020, article 9.2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Diagnostic de sol
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conformément aux dispositions de l'article R 55-28 du code de l'environnement, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un état des lieux de l'état des sols au droit de son site. Cet état des lieux est réalisé en considérant le résultat d'analyses de sol. L'emplacement des sondages est retenu en cohérence avec les résultats d'une étude historique mettant en évidence les éventuelles sources de pollution actuelles et passées liées aux activités de la société Omya. Le rapport faisant état du résultat de ces investigations est transmis à l'inspection des installations classées sous 18 mois.
<b>Constats :</b>  Par courrier électronique du 17/03/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport d'analyses des sols réalisés le 21/01/2020. Les conclusions indiquent la présence d'anomalie sur l'un des points de sondage à une profondeur de 0,1-0,7 m pour le paramètre composés volatils. La conclusion mentionne également que des investigations complémentaires devront être réalisées en cas de présence humaine permanente sur la zone ou de réaménagement de cette zone. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant explique à l'Inspection que les sondages ont été menés autour de la zone de stockage d'hydrocarbure. D'après l'historique du site, il s'agissait de la seule zone susceptible d'être polluée. A ce jour, les cuves n'ont pas été démantelées, mais ont été dégazées par une société spécialisée. Le démantèlement est prévu lorsque la situation économique le permettra. L'Inspection constate le respect de cette prescription. Ce constat n'appelle pas de suite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite